

**FRANCE**

Déterminés, les syndicats de l'Éducation nationale attendent des annonces tangibles

Dubitatifs après les promesses de revalorisation du gouvernement, les syndicats d'enseignants maintiennent la pression en appelant à la grève ce mardi, et très probablement aussi jeudi.

Marie-Christine Corbier

🐦 @mccorbier

Les syndicats d'enseignants n'entendent pas relâcher la pression, tant qu'ils n'ont pas d'éléments concrets pour les rassurer. L'intersyndicale qui regroupe enseignants, lycéens et étudiants a appelé à une nouvelle journée de grève, ce mardi, et « très probablement » jeudi aussi, selon la CGT et la FSU. Les syndicats espèrent ce mardi une mobilisation « aussi forte » que jeudi dernier, tout en confiant que ce sera « plus compliqué », car certains enseignants ont fait grève jeudi pour « frapper un grand coup », et attendent les annonces du gouvernement avant de s'engager dans une nouvelle journée de grève. « Ce n'est pas grave si le niveau de mobilisation est inférieur, c'est normal dans ce genre de mouvement », confie un syndicaliste.

Si le mouvement s'annonce moins massif ce mardi, au SNES-FSU, principal syndicat du second degré, on s'attend néanmoins « à une nouvelle grève majoritaire » (plus de 50 % de grévistes). Dans le primaire, le SNUipp prédit « plus d'un tiers des écoles en grève ». Jeudi dernier, le SNES-FSU avait dénombré 75 % de grévistes dans le second degré sur toute la

France, et le SNUipp-FSU, 70 % pour le premier degré.

Les enseignants mobilisés attendent « des annonces tangibles » d'Edouard Philippe mercredi. Mais lundi, à la mi-journée, rien n'était décidé sur d'éventuelles annonces sonnantes et réverbérantes du Premier ministre pour les enseignants. Et ce, alors même que le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, peine à convaincre les syndicats. Et que tous ont en tête les 10 milliards nécessaires à la revalorisation salariale, chiffrés par Emmanuel Macron, à Rodez début octobre.

« Ne pas mettre des moyens pour rien »

« La retraite est une chose, la question de la revalorisation en est une autre, rappelle Patrick Désiré, secrétaire général de la CGT Educ'Action, qui refuse de lier les deux dossiers. Nous attendrons de voir et nous jugerons sur pièces. » Il évoque, comme beaucoup d'autres, le discours de Rodez, lorsqu'Emmanuel Macron avait parlé d'une revalorisation qui ne se ferait pas « sans contreparties ». Il faut « mieux » payer les enseignants, avait déclaré le chef de l'État, mais « du coup, parce qu'on paie mieux, peut-être, on change aussi

le temps de travail et la relation au travail ». Les enseignants pourraient travailler « hors du temps scolaire », avait-il dit, souhaitant « qu'on regarde aussi les périodes de vacances par rapport aux autres ».

Un propos repris en d'autres termes, vendredi, par Jean-Michel Blanquer : le ministre de l'Éducation veut « un contrat social autour de ce qu'est l'éducation au XXI^e siècle, le temps qu'on y passe, la manière dont on travaille, la façon dont se déroule une carrière, les possibilités de seconde carrière », en vue de « personnaliser le parcours des professeurs [et] changer peut-être certaines règles en matière de mutation ». Il ajoutait aussi : « Les moyens que nous allons mettre dans ce cadre-là [ne sont pas] des moyens comme ça pour rien, [c'est] pour permettre de l'investissement dans la qualité de l'éducation. » ■



« Ce n'est pas grave
si le niveau
de mobilisation
est inférieur,
c'est normal
dans ce genre
de mouvement. »

UN SYNDICALISTE



« La retraite est une chose, la question de la revalorisation en est une autre », rappelle la CGT Educ'Action, qui n'entend pas que les deux dossiers soient liés. *Photo Fred Scheiber/Sipa*